

## PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

Les contributions formulées sur le registre et par mails sont reprises in extenso et sans aucune modification de la déposition.

### REGISTRE D'ENQUÊTE

**samedi 8 février 2020** : déposition de **Mme Malterre Hélène**

*« Il serait préférable qu'il existe un cheminement tout autour du bâtiment, ce serait plus motivant et plus « sportif » avec évidemment une présence régulière de bancs et même de tables où les visiteurs pourraient pique-niquer avec leur famille.*

*Et puis pourquoi pas quelques jeux pour les petits-enfants en visite ?! Des arbustes parfumés seraient les bienvenus (viornes de Carle, Daphnés). »*

**mardi 18 février 2020** : courrier de **M. Huvé**, pdt **Association de Défense de la Vallée du Gambon**

ENQUETE PUBLIQUE SUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL

SAINT-JACQUES SUR LA COMMUNE DES ANDELYS

Cette enquête publique porte sur l'autorisation environnementale qui devrait être donné par le préfet de l'Eure sur ce projet de construction.

Mais il nous semble vraiment saugrenu de ne pas être consultés sur l'utilité publique même de ce projet. En effet il nous avait été vendu initialement comme une « humanisation » qui permettait de libérer les locaux actuels qui seraient devenus un musée centré sur Nicolas Poussin et un accueil hôtelier. Mais l'abandon de ce projet laisse sans destination future les bâtiments du Petit-Andely.

Certes ce « jeu de chaises musicales » avait été justifié par l'impossibilité de mettre aux normes les locaux existants. Mais qu'un bâtiment construit en 1982 et qu'un autre complètement restructuré en 1988 ne puissent pas être adaptés à de nouvelles normes de confort nous interrogeait déjà fortement. D'autant que les évolutions en cours dans le milieu de la santé semblent n'avoir pour seul but que la baisse des coûts, entraînant une baisse de la qualité du service public de la santé pour les patients et des conditions de travail pour les soignants.

Aujourd'hui il nous reste le goût amer que la situation exceptionnelle de l'hospice construit par le Duc de Penthièvre à la fin du 18ème siècle et de l'extension pourrait paraître « surdimensionnée » pour le bien-être des patients. Il ne reste plus de miroir aux alouettes pour nous aider à l'avalier.

Aussi il nous semblerait légitime d'avoir accès à une étude comparative qui pourrait justifier cette nouvelle construction. La démolition des bâtiments existants route de Paix a déjà été effectuée. La décision du déménagement de cet hôpital semble avoir été prise dans une certaine précipitation, anticipant même le résultat de l'étude sur les friches industrielles commandée par la municipalité, qui aurait pu proposer d'autres endroits pour cette nouvelle implantation. .

Nous avons la désagréable sensation d'être consultés à la marge et frustrés de ne pouvoir nous exprimer sur la pertinence de ce projet qui pourtant nous concerne bien.

Il nous semble aussi parfaitement injustifié que le projet n'ait pas fait l'objet d'une évaluation environnementale. En effet ce site, malgré son passé industriel qui l'a altéré (sa dépollution ne nous semblent d'ailleurs pas avérée), se trouve dans un fond de vallée avec un fort potentiel écologique et est très humide (voir photo jointe).

Enfin les fouilles archéologiques, semblant avoir été très superficielles (moins d'1m), ne nous convainquent pas de l'absence de vestiges enterrés plus profondément.

Pour l'Association de Défense de la Vallée du Gambon,  
le mardi 18 février 2020  
François Huvé Pdt



**MESSAGERIE**

**mail n°1 du 05 février 2020 - M Stéphane Malbrant :** Bonjour monsieur,

« 1) Le site du futur projet semble plus éloigné du centre-ville que l'actuel établissement (Petit Andely). Chacun ne disposant pas forcément d'un véhicule personnel, cette situation pourrait présenter une gêne importante en termes de déplacement pour rejoindre le futur Centre hospitalier. Quels sont les dispositifs envisagés pour pallier à cette problématique et, si liaison par transport en commun est prévue, une prise en charge financière pourrait-elle être envisagée.

2) Un pont enjambe le ruisseau de Paix au Sud du futur Hôpital, entre le site et les logements collectifs. En raison des travaux envisagés sur le site et leurs conséquences, je pense que ce serait l'occasion pour prévoir des ouvrages de sécurisation du pont.

3) Après avoir reçu vos explications claires sur le dossier d'enquête, je m'interroge toutefois sur l'opportunité réelle d'avoir intitulé le dossier « construction d'un EHPAD » alors qu'il me semble déjà présent dans le Centre hospitalier actuel. »

**mail n°2 du 09 février 2020 - Mme Lucette Henneau :** Bonjour madame, bonjour monsieur,

« Hormis un document inséré quelques jours avant le début de l'enquête publique, la propriété des terrains du futur hôpital n'apparaissait pas clairement dans le dossier. Dans ce cas, depuis l'arrêté préfectoral de 2018, le fait que les Services de l'Etat aient été en mesure de porter un avis sur la faisabilité du projet interpelle quelque peu, d'une part sans avoir la certitude d'une réelle acquisition et, d'autre part, de ne pas s'être aperçu avant qu'il manquait cet acte de vente, son absence pouvant déboucher sur une enquête de « déclaration d'utilité publique » puisque les terrains se trouvaient initialement en domaine privé.

Dans le même ordre d'idée j'estime que, pour un tel projet en termes humain, de dimensionnement et de coût, une enquête de type « utilité publique » s'avérerait indispensable. En effet, au-delà du volet environnemental incontestable, d'autres aspects sont à prendre en considération et sur lesquels il paraît nécessaire de communiquer : les conséquences d'un accroissement du volume de véhicules sur le site, à ses abords et pour l'accès sur la route de Paix, l'accessibilité au Centre hospitalier depuis et en traversant la ville, les impacts sur les populations voisines, la gestion des résidents « valides » souhaitant se rendre occasionnellement en ville etc...

Enfin, je considère qu'une étude comparative de coût entre réfection/mise aux normes du Centre hospitalier actuel et construction d'un nouvel hôpital aurait dû apparaître dans le dossier, surtout si l'on intègre en plus la qualité environnementale du caractère bucolique actuel des bords de Seine qui disparaîtra. »

**mail n°3 du 09 février 2020 - thepandaren@gmail.com :** Mesdames et messieurs les responsables du projet,

« Apprenant l'ouverture de l'enquête publique, j'ai rencontré le commissaire enquêteur et ai appris qu'il s'agissait essentiellement d'une enquête dite « environnementale », que le choix du site et son aménagement sont actés. Je suis très surprise de découvrir qu'aucune enquête préalable n'ait été mise en place afin de sensibiliser et recueillir l'avis de la population, des résidents et des familles, en autres, sur ces choix. Par ailleurs, j'estime que le volet environnemental sera en nette régression au regard de la qualité de l'emplacement de l'établissement actuel, notamment en termes de potentialités de promenades sur site du personnel hospitalisé et des accompagnateurs, voire du personnel soignant, seule une demi-boucle de cheminement (côté Ouest/N-O) permettant d'offrir un peu « d'évasion » psychique. »

**mail n°4 du 12 février 2020 - Cris Hurzan - chris27209@gmail.com**

« Dans le cadre du volet risque inondation, des études relatives aux bassins versant et sous-versant sont bien présentées au dossier d'autorisation environnementale, mais ne me semblent pas suffisamment étayées voire demandent à être complétées dans leur globalité.

J'ai noté la présence d'un talus très escarpé et fortement décapé à l'Ouest du terrain. Précisez les mesures préventives de protection/consolidation envisagées pour éviter les conséquences désastreuses d'érosion des terres voire d'éboulement en cas de fortes pluies, qui pourraient entraîner des dégâts matériels ou des risques physiques dommageables, l'arrière du bâtiment se trouvant très proche du bord de ce talus. »

**Mail n°5 du 12 février 2020 - Alnie Bouquet - alnbouquet2776@gmail.com :**

*« Une partie du bâtiment actuel du CH est classé « ABF - Monument historique » (Porte de Penthièvre) et les Andelysiens sont attachés à la Mémoire du site. Il semblerait que plusieurs orientations, quant à son devenir, avaient été entrevues ; précisez si l'une d'elles doit aboutir. A.B»*

### **OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

1° En matière de stationnement de véhicules, les abords du site actuel sont très vite saturés avec, en moyenne, plus de soixante-dix véhicules parfois garés de façon anarchique.

En considérant, d'une part le nombre d'employés du Centre hospitalier (120 actuellement), d'autre part le nombre de visiteurs ou occasionnels, le tout sur des horaires contraints, démontrer que le nombre de places de parking envisagé suffira à absorber ce flux tout en évitant un éventuel report de véhicules le long de la route de Paix.

2° Les entreprises, présentes à proximité du projet de Centre Hospitalier, génèrent naturellement du bruit, des odeurs et des poussières (engins, manipulations de produits/matériaux...), peu compatibles avec ce type d'établissement qui demande calme, sérénité et bien-être. Apporter les éléments démontrant la prise en compte de cette problématique et les éventuelles mesures de réduction des effets envisagées.

3° En page 30/50 de la demande LEMA, rubrique 6.2.1.2 « Mesures compensatoires - Aspect qualitatif du rejet » : « ...des mesures compensatoires sont prévues afin de limiter l'incidence de la pollution sur le milieu naturel... ».

Rappeler leur nature ou, a minima, mentionner les paragraphes du dossier détaillant déjà ces mesures si tel est le cas.

4° L'Agence Abrotec Normandie a produit une étude géotechnique préalable le 16 février 2017 « ...portant sur les parcelles **ZD151, ZD152, ZD162 et AN209** (page 4) pour un projet de construction d'un ensemble de bâtiment d'environ **8 000m<sup>2</sup>** sur deux ou trois niveaux (page 6)... ». En page 25 de ce document, il est également précisé, entre autres : « ...des modifications dans l'implantation, la conception ou l'importance de la construction ainsi que que dans les hypothèses prises en compte et en particulier dans les indications de la partie -Présentation- du présent rapport peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions. Une nouvelle mission devra alors être confiée à Abrotec afin de réadapter des conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet... ». Les résultats de l'étude sont repris synthétiquement en page 20 du dossier présenté à l'enquête publique.

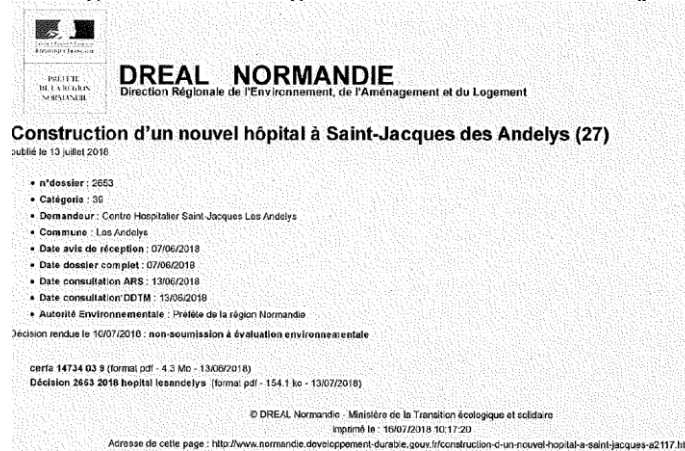
- confirmer que la superficie de l'ensemble du bâtiment projeté correspond toujours à la surface évaluée, sur une friche industrielle de 2,7 ha ;

- le maître-d'ouvrage ayant récemment acquis les parcelles **AN205, 208, 209, 218, 219** et ZD151, 152, 162, préciser comment s'est effectuée la prise en compte des éléments divergents au regard étude géotechnique/dossier mis à EP et des prescriptions induites.

5° Les fouilles archéologiques se sont déroulées la semaine 05 de 2020 et un procès-verbal de fin de phase terrain devait être dressé à cette date. Indiquer quels en sont les résultats.

**POUR RAPPEL - AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES**

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie le 10 juillet 2018



Direction Régionale des Affaires Culturelles le 1<sup>er</sup> avril 2019



Arrêté n° 28-2019-212 du - 1 AVR. 2019  
portant attribution de la réalisation d'un diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive

La Préfète de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté modificatif n°17-1000 du 29 décembre 2017 portant délégation de signature générale d'activités de la Préfète de région au Directeur régional des affaires culturelles de Normandie ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2018 portant subdélégation de signature à Madame Nicola COULTHARD, conservatrice régionale adjointe de l'archéologie, en charge de l'interim ;

Vu l'arrêté n° 28-2019-474 du 17 juillet 2018 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive (LES ANDELYS, EURE, 2018 - route de Paix) ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 2017 portant habilitation en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la mission archéologique départementale de l'Eure ;

Vu la décision de la Mission archéologique départementale de l'Eure en date du 27 juillet 2018 de réaliser le diagnostic prescrit ;

Considérant que le projet d'aménagement susvisé n'entre pas dans le champ d'application de l'article R.523-28 du code du patrimoine,

**ARRÊTE**

**Article 1** - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par l'arrêté du 17 juillet 2018 susvisé est attribuée Mission archéologique départementale de l'Eure.

**Article 2** - Les parcelles ne seront accessibles pour l'opération de diagnostic archéologique qu'après enlèvement des dalles bétons et des remblais pollués, à l'initiative du maître d'ouvrage.

**Article 3** - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au CENTRE HOSPITALIER SAINT JACQUES LES ANDELYS et la Mission archéologique départementale de l'Eure.

Fait à CAEN, le - 1 AVR. 2019

Le directeur régional des affaires culturelles,  
et par délégation,  
La conservatrice régionale de l'archéologie par interim

Nicola COULTHARD



Agence Régionale de Santé le 5 décembre 2019



Direction de la santé publique  
Pôle santé-environnement  
Unité départementale de l'Eure

Affaire suivie par : Mathieu SAVARY  
Courriel : [mathieu.savary@ars.sante.fr](mailto:mathieu.savary@ars.sante.fr)  
Tél. : 02 32 18 32 38

Réf : M/DSP-DIRECTION-SANTE-PUBLIQUE/DSP-  
SANTE-ENVIRONNEMENT/UD-27/ENVIRONNEMENT-  
EXTERIEUR/IAH-100\_URBANISME/DOSSIERS LOIS  
SUR L'EAU/dossiers 2019/Reconstruction CH les  
Andelys/avis ARS.doc

Date : - 2 DEC. 2019

Arrivé au SEBF le

05 DEC. 2019

La directrice générale

A

Direction Départementale des  
territoires et de la Mer  
Service Eau, Biodiversité, Forêts  
1 Avenue du Maréchal Foch  
CS 42205  
27023 EVREUX CEDEX

A l'attention de Mme LEROUVREUR

Objet : Construction du nouveau Centre Hospitalier Saint-Jacques - Les Andelys (27)

Par courrier du 5 novembre 2019, vous avez sollicité mon avis sur la demande d'autorisation environnementale pour la reconstruction du centre hospitalier des Andelys.

Le projet présenté vise à la construction d'un bâtiment neuf pour accueillir un EHPAD de 160 lits et un service de Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) de 20 lits, en remplacement du centre hospitalier existant jugé vétuste et avec de nombreuses contraintes. Le site actuel est effectivement aménagé dans deux bâtiments anciens datant respectivement de 1982 (bâtiment hôpital) et de 1789 (bâtiment Penhièvre), avec une contrainte de classement en monument historique pour le bâtiment Penhièvre.

Après examen des éléments communiqués, je vous fais part des remarques suivantes.

#### Protection de la ressource en eau

Le site envisagé est en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

Les sources potentielles de pollution dans le cadre de ce projet sont présentées. Il s'agit de :

- pollution chronique liée au ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, les espaces verts, la voirie et l'aire de dépotage pour les cuves du groupe électrogène ;
- pollution saisonnière peut-être liée à l'épandage de sels de déverglage lors des épisodes hivernaux ou à l'entretien des espaces verts ;
- déversements accidentels ou fuites de produits polluants.

#### Problématique sol pollué

Le terrain retenu était auparavant occupé par l'enseigne M Bricolage et les entreprises Vexaglo (commerce de matériaux de construction) et Dédienné/AMPA (atelier d'usinage de matières plastiques), il était totalement imperméabilisé. Le site est également voisin de l'entreprise Thorn Europhane et utilisé comme dépôt de bus.

L'étude géotechnique réalisée par Abrotec en février 2017 précise en page 5 que cette étude ne vise pas à la recherche de pollution des sols et de la nappe. Néanmoins, les analyses pratiquées pour s'assurer de l'acceptation des terres en installations de stockage de déchets inertes permettent d'apporter des informations sur ce point. Ainsi, la présence de métaux, COV, d'hydrocarbures totaux ; d'HAP ou de PCB n'a pas été mise en évidence, mais un dépassement localisé de la valeur d'acceptation pour la fraction soluble et les sulfates.

ARS de Normandie  
Délégation départementale de l'Eure  
Espace Claude Monet  
2 place Jean Houzelle  
CS 55005 - 14050 CAEN Cedex 4  
Tél. : 02 31 70 90 96  
[www.ars.normandie.sante.fr](http://www.ars.normandie.sante.fr)

Les services de l'ARS disposent de traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe non transmissibles à des tiers. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Correspondant Informatique et Liberté : [ARS-NORMANDIE-JURIDIQUE@ars.sante.fr](mailto:ARS-NORMANDIE-JURIDIQUE@ars.sante.fr)

Dans le cadre de recherches, il a été identifié par mes services qu'une décision de prise en charge d'une étude technique (diagnostic pollutions et étude de maîtrise d'œuvre préalable aux démolitions) a été signée par l'EPFN, le 20 février 2018.

#### Problématique bruit

Concernant le risque de nuisances sonores liées au projet, le voisinage du site est limité à l'entreprise Europhane et des immeubles d'habitations collectives. Sur la base des plans communiqués lors de la procédure cas par cas, il est noté que les activités et flux logistiques associés (cuisine, lingerie, déchets/DASRI, etc.) et potentiellement bruyants seront éloignés des immeubles d'habitation. Le bruit ne constitue donc pas un enjeu pour le voisinage.

En conclusion, j'émet un avis favorable sur ce dossier. Pour mon information, je souhaite être destinataire de l'étude de pollutions évoquée par la décision de l'EPFN en 2018.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour la directrice générale  
L'ingénieur du Génie Sanitaire

Mouloud BOUKERFA

## Construction nouvel Hôpital Saint-Jacques aux ANDELYS - enquête LEMA

### Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure le 10 décembre 2019

Au titre du guichet unique police de l'eau, mon service instruit la demande d'autorisation environnementale relative à l'opération suivante :

- Construction du nouvel hôpital Saint Jacques sur la commune des ANDELYS.

La demande d'autorisation est concernée par le domaine :

- loi sur l'eau.

Le projet ne relève pas d'une évaluation environnementale suite à la décision de dispense par la préfète de région le 10 juillet 2018, après examen au cas par cas du projet.

Un permis d'aménager au titre du code de l'urbanisme a été délivré par la mairie le 25 septembre 2018.

Le dossier étant jugé complet et régulier à l'issue de l'instruction, je vous propose de lancer l'enquête publique commune à cette procédure sur la commune des Andelys où est prévue l'opération.

Vous trouverez en annexe, une synthèse de l'instruction de ce dossier.

Le chef du pôle territorial de l'eau

Guillaume HENRION

#### 3-2 Avis consultatifs

service	Date Saisine	Date retour	Observations
ARS	05/11/19	02/12/2019	Favorable au titre des items suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>captage eau potable (hors périmètre de protection)</li><li>dépollution des sols</li><li>nuisance sonore.</li></ul>
DRAC Normandie	procédure déjà en cours ; pas de consultation		un diagnostic archéologique a été demandé par arrêté régional du 17 juillet 2018

Aucune demande de compléments n'a été faite. Il est à noter que de nombreux échanges antérieurs au dépôt du dossier ont eu lieu pour permettre de cadrer le contenu du dossier.

#### 4 - Enjeux et avis du service instructeur

##### 4-a Enjeux

Le premier enjeu est la gestion hydraulique du site :

- gestion des eaux pluviales ;
- axe de ruissellement (ru de Paix) ;
- bassin versant latéral intercepté.

Le deuxième enjeu est l'archéologie préventive :

Le projet étant situé dans un zonage archéologique, le pétitionnaire a pris contact avec la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie avant de déposer le dossier d'autorisation environnementale et le permis d'aménager.

Une demande de diagnostic d'archéologie préventive a été prescrite par arrêté régional du 17 juillet 2018.

La création de l'EHPAD ne commencera qu'à la fin de cette procédure.

##### 4-b Avis du service instructeur

L'enjeu hydraulique a correctement été appréhendé dans la réalisation du centre hospitalier :

- Les ouvrages de gestion des eaux pluviales issues des toitures, des voiries et des parkings sont dimensionnés pour une pluie de période de retour 100 ans ;
- La partie inondable du terrain a été prise en compte pour l'implantation du bâtiment. Il sera mis hors d'eau par surélévation (cote premier niveau de plancher supérieure de 10 cm de la cote des plus hautes eaux).
- Un plan de gestion en cas de crise a été élaboré par le pétitionnaire le 15 octobre 2019 du fait de l'ennoiment potentiel de l'accès du terrain et d'une partie du terrain d'assiette.

#### 1 - Nature du projet

Le nouvel hôpital Saint-Jacques est projeté route de Paix sur la commune des Andelys, entre l'entreprise Thom Euraphane au nord et des logements collectifs au sud.

Il se situe sur les parcelles cadastrées section ZD n°151 / 152 et 162 et section AN n°205 / 208 / 209 et 218.

Le projet est implanté sur une friche industrielle totalement imperméabilisée de 2,7 hectares.

Les travaux de démolition des dalles de béton ont eu lieu au 2<sup>ème</sup> semestre 2019.

La capacité d'accueil maximale d'hébergement de l'établissement est de 20 patients et 160 résidents.

#### 2 - Procédure d'autorisation environnementale

Le projet concerne uniquement la loi sur l'eau.

Le projet est soumis à autorisation environnementale au titre des rubriques :

- 2.1.5.0 eaux pluviales ;
- 3.2.2.0 remblai en lit majeur

de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Le service instructeur est la DDTM de l'Eure.

#### 3 - Instruction

##### 3-1 Dépôt du dossier

Le dossier déposé le 28 octobre 2019 au guichet unique de l'eau par le centre hospitalier Saint-Jacques a fait l'objet d'un courrier d'accusé de réception le 5 novembre 2019.

Numéro d'enregistrement cascade : 27-2019-00223.

Le dossier ainsi que l'ensemble des pièces de la procédure sont disponibles sur la Plateforme ANAE.

- Une modélisation hydraulique a été réalisée et jointe au dossier. L'étude hydraulique conclut que le projet ne modifie pas les caractéristiques d'écoulements (hauteurs, vitesses, débits) par rapport à l'état initial ;
- Les eaux de ruissellement issues du bassin versant intercepté seront acheminées vers le ru de Paix grâce à la création d'un fossé et d'un ouvrage enterré. Ces aménagements sont dimensionnés pour une pluie de période de retour 100 ans.

Les moyens de surveillance et d'entretien des ouvrages sont pris en compte.

#### 5 - Conclusion

Le dossier d'autorisation environnementale est complet, régulier et clair.

Un avis favorable est donné au projet par le service instructeur.

#### 6 - Contenu du dossier d'enquête publique

Les pièces suivantes pour l'autorisation environnementale doivent figurer dans le dossier d'enquête publique :

- Dossier d'autorisation environnementale intégrant :

- a) la dispense d'évaluation environnementale par la DREAL suite à l'examen cas par cas ;
- b) l'arrêté régional pour le diagnostic archéologique.

- L'avis de l'agence régionale de santé du 2 décembre 2019.

GRAVIGNY le 19 février 2020

Bernard Poquet  
Commissaire enquêteur

19